

Le culte du misérabilisme et du moindre effort est ravageur pour les Français



<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/05/25/10001-20140525ARTFIG00124-le-culte-du-miserabilisme-et-du-moindre-effort-est-ravageur-pour-les-francais.php>

Mis à jour le 25/05/2014 à 21:50 |



L'église du Val-de-Grâce. Crédits photo : Daniel Thierry/Photonstop

CHRONIQUE - Le pli est pris de tout réduire, le travail, les gains, le risque, la croissance...

Les contribuables qui ont rempli leur déclaration de revenus ou sont en train de le faire sur Internet l'auront constaté de visu : il n'y est question que de «réductions», de «charges déductibles», d'«exonérations», d'«abattements», de «plafonnements» et même de «plafond de déduction». Les feuilles d'impôts sont révélatrices d'un mode de pensée qui tend à se généraliser dans la vie économique, et pas seulement: il consiste à tout mettre en coupe réglée.

La réduction du temps de travail¹ (RTT), qui date de 1999, est à coup sûr la plus emblématique. Dans un tout autre registre, l'environnement, l'approche est non moins réductrice et malthusienne, cette fois vis-à-vis du risque. Le principe de précaution a fait son entrée dans la Constitution en 2005: «Les autorités publiques veilleront, par application du principe de précaution, et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.»

Le tropisme en faveur de tout ce qui est petit se manifeste plus ouvertement encore pour les revenus. Et là c'est un film, la comédie de Denys Granier-Deferre, *Que les gros salaires lèvent le doigt!* (1982), qui a fait œuvre de pionnier. Dernier avatar de cette sensibilité très prégnante dans la société française, Arnaud Montebourg, le ministre de l'Économie, souhaiterait désormais lier la rémunération des hauts dirigeants des banques aux crédits qu'elles accordent aux PME. Il fallait y penser.

Le récent référendum suisse portant sur l'introduction d'un salaire minimum à 3 300 euros - finalement rejetée - nous a pourtant rappelé cruellement à quel point la France est un pays de gagne-petit. Le salaire médian y est chez nous de 2 342 euros brut mensuel (50 % de la population gagne plus et 50 % moins). Dans la Confédération helvétique le même revenu médian atteint 7 000 euros pour les enseignants du secteur public...

La préférence pour le riquiqui ferait-elle partie de notre caractère national? À cet égard, nos voisins nous observent de façon narquoise, et depuis longtemps. Invité à Paris en 1665 par Louis XIV pour aménager la façade orientale du Louvre, le sculpteur et architecte italien Bernin avait eu ce jugement très sévère sur le dôme de l'église du Val de Grâce, qui venait tout juste d'être érigé: «On a mis une bien petite calotte sur une grosse tête.» C'est l'évidence (voir photo). Deux siècles plus tard (1875), la construction de l'Opéra Garnier trahit le même travers: l'énorme édifice est totalement disproportionné par rapport à la place minuscule derrière laquelle il est posé. De même l'avenue de l'Opéra qui y mène est bien trop étroite pour que les passants en aient une vue complète, comme l'explique fort bien le critique d'art contemporain britannique T-J Clark (dans son livre *Le Bourgeois absolu*).

Il n'y a pas qu'en architecture, hélas, où les Français éprouvent des difficultés à tracer les bonnes perspectives. L'euro, notre monnaie, offre un parfait exemple des conceptions étroites et à courte vue qui sont trop souvent les nôtres. Quand il a été créé, au 31 décembre 1998, le ministre français des Finances de l'époque - sa célébrité est aujourd'hui universelle - avait prétendu que ce serait un formidable «boudlier». Or depuis lors on n'a cessé de gémir qu'il est «trop fort». Voilà une incohérence de gros calibre, comme si on se plaignait que «la mariée est trop belle»! Les Français n'ont tout simplement pas compris la réelle portée de l'euro, la monnaie de tout un continent, d'un empire monétaire: il nous offre un gage d'indépendance et de sécurité dont il convient de tirer profit. Encore faut-il savoir s'y prendre et ne pas mener des politiques de Gribouille étriquées, genre RTT.

Étrange pays où la soif de connaissances se limite au Petit Larousse dont la publication - l'édition 2015 sort ces jours-ci - donne lieu à célébration nationale. Et nos aspirations au bonheur paraissent tout aussi bornées: «un p'tit coin d'paradis», chantonait autrefois Georges Brassens, avec un succès populaire qui fédère les générations successives et béates.

En matière économique cette attitude rabougrie porte un nom: la déflation, la course vers le bas, des réductions partout, toujours moins de prix, moins de production, moins d'emploi. Les craintes exprimées doctement par les économistes et les banquiers centraux, tel Mario Draghi pour la BCE², se heurtent à des comportements de résignation misérabiliste. On ne sait quel quantitative easing (assouplissement quantitatif) parviendrait à les expurger de leur fatalisme.

Small is beautiful - une société à la mesure de l'homme, le livre de l'économiste britannique Ernst Friedrich Schumacher, publié en 1973, a connu un succès foudroyant et universel. Les trois premiers mots du titre (édité tel quel en français) sont restés dans le langage courant comme un gage de sagesse. Tout particulièrement en France, où l'idéologie de la modicité n'a cessé d'innover la vie économique et sociale. Les seuils de 10, 20 et 50 salariés à partir desquels se déclenchent de nouvelles obligations légales pour les entreprises en sont le signe le plus manifeste, mais pas le seul. Les forfaits, les péréquations en tout genre qui bloquent les salaires (le smic) ou les taux d'intérêt (livret A), les niches fiscales, les coups de pouce étatiques sont autant d'encadrements arbitraires. Autant de couplets divers et variés de l'hymne à l'anti-croissance.



Jean-Pierre Robin

auteur **42 abonnés**

Journaliste

Liens:

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/reduction-du-temps-de-travail>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/bce>